



LUTTES DES:

**OUVRIERS
ETUDIANTS
PROFESSIONNELS**

REPRESSION

INFORMATION POLITIQUE

ET

GENERALE

DELEGACION EXTERIOR DE C.C.OO.

40 P 7932



ACTIVIDADES

CONFERENCIAS

SEMINARIOS

PROFESIONALES

REPERCUSION

INFORMACION ADICIONAL

ET

GENERAL



MOUVEMENT OUVRIER

Euzkadi

La lutte à l'entreprise MICHELIN.-

Le 12, s'est aggravé d'une façon spéciale le conflit qui, depuis quelques jours était en train de se produire entre la direction de l'entreprise MICHELIN de Vitoria (Alava) et les travailleurs de celle-ci. Dans notre dernier numéro on renseignait déjà sur les heurts qui avaient eu lieu entre la police et les travailleurs.

Il faut signaler que le 8, les ouvriers s'étaient manifestés par des rues diverses du quartier de Zaramaga, où des heurts violents ont eu lieu, quand les forces de police sont arrivées. Il convint de remarquer que l'entreprise avait donné l'ordre à tous les hôpitaux et cliniques de la Sécurité Sociale de la ville de ne pas soigner aucun ouvrier blessé dans les heurts avec la police. Devant cette attitude, on doit remarquer l'appui prêté aux travailleurs par les médecins et par les entités hospitalières privées de la ville, qui, d'une façon désintéressée, ont soigné les nombreux blessés.

La population du quartier s'est solidarisée depuis le premier moment avec les travailleurs en lutte, économiquement et attachant aux forces de la police. Beaucoup de femmes ont jeté des pots à fleurs du haut de leurs maisons contre la police.

Le 12, et en réponse à un appel des travailleurs, une manifestation s'est déroulée à 2 heures de l'après-midi, qui s'est dirigée en marche pacifique vers la siège du Gouvernement Civil. Le matin, des arrêts du travail se sont produits en solidarité avec les travailleurs de MICHELIN à toutes les usines de Vitoria. Quand la manifestation est arrivée aux alentours du Gouvernement Civil, la police qui entourait l'édifice a chargé contre les ouvriers pour les disperser. Des heurts violents ont eu lieu dans beaucoup de rues, et le trafic a été interrompu pendant presque une heure et demie dans le carrefour des rues Calvo Sotelo et San Francisco. Comme dans la manifestation du 8, les femmes ont jeté du haut de leurs maisons des pots à fleurs et d'autres objets contre la police, et trois voitures de celle-ci ont été brisées. Le nombre de manifestants est calculé dans quelque 15.000, et l'on sait que des collectes ont été réalisées dans toutes les entreprises de la ville.

Le Gouvernement Civil a publié une note dans laquelle il affirmait que 26 policiers avaient été blessés gravement pendant la bataille, et aussi un nombre non déterminé d'ouvriers. On informait aussi que sept arrestations avaient été opérées.

Le 13, on a fait des collectes d'argent dans toutes les églises de la ville, argent destiné aux ouvriers de MICHELIN.

Le 14, on a jeté de la peinture rouge contre la Maison Syndicale de Vitoria. Ce jour aussi, la totalité des travailleurs de l'entreprise FOURNIER a arrêté le travail, en solidarité. Les élèves du Lycée d'Enseignement Moyen de Vitoria et ceux des Ecoles professionnelles se sont manifestés en solidarité avec les travailleurs. Ce même jour, on a manifesté que les sept arrêtés pendant les manifestations du 12

avaient été emprisonnés, à la disposition des tribunaux militaires, accusés de prétendues injures et agression contre la "force publique".

Le jour 14 aussi, les Commissions Ouvrières de Vitoria ont distribué dans toute la ville un tract qui appelait à la grève générale pour le lendemain.

En réponse à cet appel, les entreprises les plus importantes de la ville, entre elles MECANICA FABRIL, ALAVESA, FORJAS, ESMALTACIONES SAN IGNACIO, etc. ont arrêté le travail le 15. Ont arrêté aussi en solidarité avec les travailleurs les Ecoles Professionnelles de l'Eglise, les élèves de COU, de Normale, et les élèves de 5^e, 6^e et COU du Collège Jésus Ouvrier des Pères Jésuites. Ces derniers se sont manifestés le 16, avec des heurts avec la police où un garçon de 16 ans a été gravement blessé.

Le 16, la direction de l'entreprise a envoyé une lettre à chaque travailleur, avec laquelle elle prétendait justifier la fermeture de l'usine par "l'attitude agressive" des piquets de grève". La lettre rappelait qu'ils ne pouvaient admettre "qu'une minorité d'agitateurs mette en danger, s'appuyant sur des revendications inacceptables, le futur de l'entreprise et, par conséquent, de son personnel". On ajoutait aussi que "nous ne pouvons pas tolérer non plus qu'on mette en jeu l'autorité et la discipline dans l'entreprise". Enfin, ils mettaient comme condition pour la réouverture de l'usine que chaque travailleur, individuellement et par écrit, exprime son désir de se réintégrer, et rappelaient que la "prosperité industrielle est quelque chose de très fragile". Des hauts membres de la direction de l'entreprise ont aussi manifesté que MICHELIN pouvait être transférée à une autre ville ou à une autre nation, dans le cas où l'on voit des difficultés pour les plans de production prévus.

Le 17 on a publié une note du Service d'Information du Travail dans laquelle on affirmait que l'entreprise était prête à reconsidérer les sanctions, et on demandait la poursuite des négociations par le moyen de l'Organisation Syndicale.

Le 22, l'Organisation Syndicale a publié une note dans laquelle on demandait des travailleurs la réintégration à leurs postes de travail, sans offrir aucune garantie à l'égard des sanctions et des renvois ordonnés par l'entreprise. Les travailleurs, vu le manque total de garanties que leur offrait l'Organisation dite ont décidé continuer la grève.

Le 24, quand les administratifs étaient en train de se réintégrer au travail, des piquets de grève ont traité d'empêcher leur entrée. La police est intervenue, et a opéré plusieurs arrestations entre les travailleurs.

Entre les aides économiques en solidarité avec leur lutte, les travailleurs de MICHELIN ont reçu une importante quantité de leurs camarades de l'usine française, et 150.000 pesetas de FUSA (Fond Unifié de Solidarité des Asturies). Ce fond a été créé par les organisations diverses qui travaillent au sein du mouvement ouvrier des Asturies pour pourvoir aux besoins de leur lutte.

Les travailleurs de PRADERA HERMANOS à Bilbao (Vizcaya) ont élu une commission qui a visité récemment le Chef Supérieur de Police de la ville, pour lui expliquer les motifs de sa lutte, ses revendications, et leur demander de ne pas se mêler dans leurs affaires.

3.-

Le 22, La Magistrature de Travail n° 1 de Biscaye a condamné ASTILLEROS ESPAÑOLES de Sestao (Bilbao) à prendre entre son personnel comme stables quelques travailleurs de l'entreprise SOLDADURA Y MONTAJES VIZCAYA. C'est un cas semblable à celui de TELEFONICA de Madrid et TALLERES MOREDA de Gijon, duquel nous rendons compte dans ce même bulletin.

Madrid

L'assemblée d'usines du Métal de la zone de VENTAS CANILLEJAS a publié un communiqué dans lequel on signale les points suivants comme des revendications communes à toutes les usines: 1) 400 pesetas de salaires minimum pour la catégorie inférieure. 2) 100% du salaire réel en cas d'accident, maladie ou chômage. 3) journée de travail de 40 heures par semaine. 4) réadmission de tous les renvoyés et les emprisonnés. 5) syndicat ouvrier et démocratique. 6) droit de grève. 7) médecine populaire, et contrôle ouvrier sur la Sécurité Sociale. 8) non intervention de la "force publique" dans les conflits de travail. Ils font un appel à tous les travailleurs et charges syndicaux pour ajouter à ces points les revendications particulières de leurs usines, pour arriver de cette façon à des actions d'ensemble dans la deuxième moitié du mois de mars prochain.

Le 13, les forces de la police armée ont délogé violemment plus de 1.200 travailleurs de l'entreprise TELEFUNKEN qui étaient en grève pour protester contre l'arrestation d'une camarade dans la nuit dernière. Il y avait plus de 20 jours que les travailleurs réalisaient des actions de proteste, comme on renseignait dans notre bulletin antérieur. A cause de la poursuite de la grève, le 21 les portes de l'usine étaient fermées, et une note de la direction indiquait aux travailleurs que le jour d'ouverture leur serait communiqué par le courrier. En rapport avec cette décision unilatérale de l'entreprise, une plainte a été portée devant le Juge de Garde le 22, accusant l'entreprise de lock-out.

Les travailleurs, en vue de la fermeture de l'usine, ont continué à célébrer des assemblées dans des parcs publics, dans la rue et dans d'autres lieux improvisés. Chaque jour il y a des concentrations à l'entrée de l'usine.

Le 23, l'entreprise a envoyé à plusieurs charges syndicaux des lettres où l'on communiquait l'ouverture d'un dossier disciplinaire, et la suspension d'emploi et de solde tandis qu'on prenait des résolutions à cet égard.

Dans l'entreprise américaine CHRYSLER on a renvoyé deux travailleurs à cause de leur participation dans un essai d'assemblée où l'on allait parler de la réadmission des camarades arrêtés dans les mois derniers comme conséquence des actions effectuées, et qui avaient été renvoyés, comme nous avons renseigné.

A PEGASO, à l'occasion de la rupture des négociations pour la convention collective de l'entreprise, ont continué les assemblées avec participation de tout le personnel, pendant les deux dernières semaines. Aussi, le 22 ils ont arrêté pendant 25 minutes, et le 23 pendant 15 minutes. Les deux jours, les travailleurs sont restés devant les autobus de l'entreprise pendant un quart d'heure, sans monter. Le 24, l'entreprise a lancé des tracts contraignant les ouvriers à ne pas célébrer des assemblées, et menaçant, dans le cas contraire, d'appliquer la loi en vigueur qui interdit toute sorte de réunion. En même temps, des forces de la po-

lice armée et de la Garde Civile, en nombre de quelque 300, ont occupé l'usine, quelques heures avant de celle où d'habitude on célèbre les assemblées. En tête de ces forces se trouvaient dans l'usine les plus hautes hiérarchies de la BPS. On sait, d'autre part, que le Directeur Général de Sécurité avait donné l'ordre de déloger et fermer l'usine à 10 heures du matin si l'assemblée avait lieu.

Le 20, les travailleurs de CDAG se sont manifestés depuis Légazpi jusqu'au siège de l'Organisation Syndicale, à l'Avenue du Prado, où des heurts avec la police se sont produits. Ces travailleurs demandent aussi le paiement de quelques soldes en retard depuis décembre 1971, où l'usine a été fermée en raison d'une crise. Le 22, 900 travailleurs se sont concentrés à l'entrée de l'usine. La police a chargé contre eux, et des heurts se sont produits.

La Commission Ouvrière de la zone de San Blas a lancé un tract dans lequel elle dénonce l'accident de travail qui a coûté la vie à un ouvrier de la Construction, dans les derniers jours. Dans le même, on dénonce les conditions de travail que l'entreprise SICOP maintient dans ses bâtiments. Il dénonce aussi l'aide-architecte du bâtiment qui a refusé sa voiture pour porter le blessé, disant que sa voiture allait se tacher de sang, et a mis deux heures dans la recherche d'un taxi, ce qui a permis la mort du travailleur sans recevoir des soins médicaux. La Commission Ouvrière de San Blas exige la présence d'une ambulance avec un équipement médical dans tous les bâtiments, le paiement de 1.000.000 de pesetas en cas d'accident mortel, et des responsabilités pénales pour les impliqués dans les accidents. On fait aussi un appel pour que les travailleurs se déclarent en grève quand un accident de travail ait lieu.

Les Commissions Ouvrières de la Construction ont commencé une campagne d'assemblées et de meetings dans les chantiers afin de poser les problèmes les plus graves de son secteur.

Le 14, les travailleurs du bureau principal du BANCO EXTERIOR DE ESPAÑA ont arrêté pendant deux heures pour protester contre l'attitude de l'entreprise dans la négociation de la convention collective, étant donné son refus à discuter des questions telles que les vacances, augmentation retraites, prêts pour logements, etc. Plus de 1.000 travailleurs ont participé dans l'action, et des forces de la police armée aux ordres de la BPS ont chargé contre les travailleurs à l'intérieur de la Banque, produisant des situations d'un grand désarroi. Une personne a été blessée par la police.

Aussi au BANCO EXTERIOR DE ESPAÑA à Barcelone un arrêt du travail s'est produit, comme à la succursale de Pampelune et à l'Agence n° 1 de Madrid.

Le 15 a continué le mouvement de protestation dans cette même banque de Madrid. Les travailleurs se sont concentrés deux fois, en nombre de quelques centaines, dans la cour du bureau principal et dans le centre électronique, à cause de l'ouverture d'un dossier contre cinquante opératrices administratives, et de l'arrestation d'une charge syndicale. A partir de 12 heures du matin ils ont arrêté jusqu'à la fin de la journée.

La nuit de la veille avaient été lapidées les bureaux centraux de la banque, et ses agences situées dans les rues de Seville, Goya, Bravo Murillo et Avenue de l'Habane; plusieurs vitres ont été cassées, et des boîtes de peinture ont été jetées. Le 16 a continué la grève.

Le 15, on a manifesté que 60 autobus de l'E.M.T. (Entreprise Communale des Transports) ont été retirés du service par ses conducteurs le 9 dans les premières heures du matin, à cause de certaines "pannes mécaniques". Ce boycott des transports a affecté 11 des parcours du service de la ville.

Le 17, à l'occasion de la célébration d'un procès dans la Magistrature de Travail, à cause du renvoi d'un ouvrier de HAUSER Y MENET, plus de 100 travailleurs de cette entreprise se sont concentrés devant la Magistrature pendant la célébration de ce procès.

La Commission Permanente de l'Assemblée de Travailleurs de TELEFONICA dénonce dans un tract la convention signée sans la connaissance des travailleurs, et les membres de la commission qui a négocié cette convention, demandant le boycott contre eux de la part de tous les travailleurs, et appelant les travailleurs à faire des assemblées pour discuter de leurs problèmes.

La Commission Ouvrière du METRO s'est adressée à ses camarades pour dénoncer l'attitude des chefs d'entreprise MM. Mendoza et Martinez, qui d'accord avec la police tentent d'obliger les travailleurs à faire des heures de travail extra-légales. Ils dénoncent aussi les combines des charges syndicales de l'entreprise, et la commission qui va intervenir dans les négociations de la convention collective, et qui a préparé un programme de revendications pour celle-ci qui ne répond pas aux intérêts des travailleurs.

Le journal clandestin LIBERTAD, porte-parole de l'Organisation du Parti Communiste de l'Espagne dans les entreprises du Transport et Communications dénonce les hiérarchies syndicales, qui ont empoché 1.150.000 pesetas, fruit des ventes obligatoires aux taxistes des cartes avec les prix de Noël et les nouveaux tarifs des taxis.

Asturies

A ENSIDESA, 6.000 travailleurs ont signé un document dans lequel ils exigent 3.000 pesetas d'augmentation par mois, et des assemblées libres dans l'entreprise. Vingt-deux ingénieurs et techniciens ont donné sa signature, pour la première fois dans cette entreprise, pour une revendication ouvrière.

Le 14, à l'usine de Veriña (Gijón) de l'entreprise UNINSA, quelques 1.000 travailleurs ont célébré une assemblée devant les bureaux de l'entreprise pour traiter de ce que la convention collective qui est en train d'être négociée soit la même pour les trois usines d'UNINSA (les deux autres se trouvent à Mieres et à la Felguera). Le 18, ils se sont concentrés à nouveau pour appuyer les demandes faites le 14.

A cause de l'usage généralisé du transfert illégal d'ouvriers nous donnons à continuation deux nouvelles qui ont rapport étroit entre elles. Aux TALLERES MOREDA, entreprise du Métal, il y a un mouvement entre les travailleurs pour obtenir que les ouvriers éventuels appartenant à MONTAJES ASTURES et MONTAJES NORTE, qui louent leurs travailleurs à TALLERES MOREDA, soient compris comme des ouvriers stables dans le personnel de cette dernière entreprise. A cause des actions effectuées, il y a eu 80 renvoyés dans deux mois. Les travailleurs "loués" qui avaient été renvoyés se sont adressés à la Magistrature de Travail, qui s'est prononcée en faveur de leur réadmission comme des ouvriers éven-

tuels ou indemnité, sans entrer dans la question du transfert d'ouvriers.

Le 21, les Commissions Ouvrières ont distribué un tract où l'on dénonçait cette décision de la Magistrature.

A Madrid il y a eu un cas semblable entre TELEFONICA et MARKETING IBERICA S.A. Celle-ci louait à TELEFONICA des travailleurs éventuels auxquels elle payait seulement le 50% de ce qu'elle touchait de la part de TELEFONICA par chacun d'eux. La Magistrature de Travail s'est prononcée dans le sens de ce que tous les travailleurs éventuels de MARKETING IBERICA qui faisaient leur travail chez TELEFONICA, passent à celle-ci comme stables, avec des droits depuis le commencement de leur travail dans cette entreprise.

Le 21, vingt-six mineurs de l'entreprise HULLERA DEL NORTE, à Langreo, sont restés enterrés à conséquence de l'éboulement d'un dépôt d'écombrures avec des centaines de milliers de tonnes. L'accident s'est produit parce que "les tuyaux d'égouttement se trouvaient bouchés à cause des pluies tombées dans la région." (sic). L'attitude décidée de leurs camarades a obtenu le rachat de tous.

Catalogne

Le 14, 53 mineurs continuaient enfermés à Sallent. De son côté, 500 femmes continuaient enfermées à l'église de Santa Maria, en solidarité avec les mineurs, et pendant le matin la totalité des travailleurs appartenant à toutes les industries de la ville se sont déclarés en grève. Les commerçants ont aussi fermé ses portes en solidarité avec les mineurs. A Balsareny continuaient enfermés 60 autres mineurs.

A CHARBONS DE BERGA de Figols des arrêts du travail se sont produits en solidarité avec leurs camarades.

A la fin de l'après-midi du 14, les mineurs de l'UNION DE EXPLOSIVOS RIOTINTO S.A. ont été délogés violemment par la police, après plusieurs heures de réclusion. Dans les incidents ont participé quelque 1.000 travailleurs.

Le 16, au petit matin, les mineurs de Balsareny et Sallent ont abandonné leur réclusion, comme conséquence des négociations avec l'entreprise, ce qu'ont aussi fait leurs femmes, enfermées dans une église.

Le 22 on a manifesté à Barcelone que pendant l'année 1.971, 270 entreprises de cette province avaient reçu des sanctions, parce qu'elles avaient embauché des mineurs de 14 ans, minimum d'âge établi par la loi par travailler.

Andalousi

Le 16, soixante travailleurs en chômage appartenant au Métal et à la Construction de Séville, accompagnés de leurs familles, ont essayé de visiter le Gouverneur Civil de la province pour exposer la situation angoissante dans laquelle ils se trouvent, sans que celui-ci ait accordé les recevoir. Cinq des travailleurs en chômage ont été arrêtés à cause de cette et d'autres visites réalisées.

Le 19 continuaient le mouvement de protestation, les concentrations et manifestations des travailleurs de l'entreprise ABONOS SEVILLA, qui veulent exprimer leur mécontentement par le retard des négociations de la

convention collective.

Le 19, à Cadix, la totalité des travailleurs de l'entreprise boulangère CASTRO se sont enfermés pendant tout le jour dans le bâtiment de celle-ci, pour protester contre le renvoi collectif qu'ils ont souffert, à cause de l'ouverture d'un dossier de crise. Le 25, ces travailleurs se sont réclus dans la Paroisse de la Divina Pastora pour appuyer leurs revendications.

Canaries

50 travailleurs de Las Palmas ont été renvoyés de leurs poster de travail ~~ARRLATAZORRAS~~ PLATAFORMAS PETROLIFERAS DE LA COSTA AFRICANA par la compagnie américaine qui les exploite. Ces travailleurs étaient embauchés par un citoyen pakistani qui, à son tour, les "louait" aux industriels américains. Les travailleurs ont manifesté devant la Magistrature de Travail sa peur de ce que le citoyen pakistani quitte le pays avant de payer aux travailleurs les sommes qu'il leur doit.

Autres nouvelles

Le Syndicat des Travailleurs de SIDERURGICA de Medellin (Colombie) se sont adressés aux Commissions Ouvrières leur exprimant leur solidarité et leur appui dans la lutte qu'elles soutiennent en défense des droits de la classe ouvrière contre le régime franquiste.

GREVES

Catalogne

Barcelone 444 ouvriers de la Construction qui travaillent dans les chantiers de l'Université Autonome de Bellaterra ne sont pas allés au travail le 11 en signe de protestation par la renvoi de 200 camarades dont le procès avait lieu ce même jour devant la Magistrature de Travail.

Du 11 au 16, les lumières de l'éclairage public de Barcelone sont restées allumées, à cause de la grève des employés de SECESA, entreprise chargée de l'éclairage, pour appuyer leurs revendications dans la prochaine convention collective.

Le 14, et en réponse à l'arrestation de cinq charges syndicales du Métal, a commencé une grève où ont participé 4.000 travailleurs appartenant aux entreprises SIEMENS, PIRELLI, MOLTEX S.A., S.A. ELSA, et à l'entreprise américaine ARMCO TUPERIN. De la même façon, le 14 se sont déclarés de nouveau en grève les travailleurs de la Construction de l'Université Autonome de Bellaterra, et continuaient en grève les travailleurs de l'entreprise textile CUADRAS Y PRIM SUCESORES de Sabadell. Des arrêts partiels ont aussi été enregistrés à l'entreprise métallurgique FENIX-BROM de San Juan Despí. A la ville de Martorell se trouvent en grève les travailleurs de l'entreprise CONTROL Y APLICACIONES, qui a renvoyé 50 d'entre eux. Le 15 se sont adhésés à la grève ceux de FERGAT ESPAÑOLA S.A. et ERMSA.

Le 15 continuaient la grève des travailleurs de l'entreprise LAFORSA de Cornella, et de ceux de CLAUSOR S.A., de la même ville.

Le 23, dans la plupart des entreprises d'assurances il y a eu des arrêts partiels et des concentrations pour appuyer les revendications de la con-



vention collective qui est en train de se négotier à Madrid, et qui a un caractère national.

Madrid

Le 14, à l'entreprise d'imprimerie "EDICIONES DEPORTIVAS", ont été réadmis deux ouvriers qui avaient été renvoyés à cause des actions réalisés par les travailleurs pour obtenir une journée intensive et une augmentation salariale. Jusqu'à ce jour, les travailleurs de l'entreprise sont restés dans une attitude d'arrêt, qui s'est prolongée au long d'une semaine. Quand on ferme ce bulletin, ils continuent à ne pas faire des heures de travail extraordinaires, afin que soit réadmis un camarade qui a été aussi renvoyé. On sait que la direction de l'entreprise a appelé les mères des apprentis qui avaient aussi arrêté de faire des heures extraordinaires pour les menacer avec le renvoi de leurs fils, dans le cas où ceux-ci continueraient dans leur attitude de solidarité.

Dans l'entreprise MARIBEL, d'imprimerie aussi, les travailleurs ne font pas des heures extraordinaires depuis il y a un mois et demi.

Le 18 s'est produit un arrêt dans le laboratoire ITT de STANDARD ELECTRICA de Barajas pour protester contre la marche des négociations de la convention collective, et pour exiger la réadmission d'un ingénieur industriel du rayon de Commutation, qui avait été renvoyé après vingt jours de travail dans la compagnie.

Dans l'entreprise suédoise RODAMIENTOS S.K.F., et à cause des négociations de la convention, s'est produit un arrêt de trois heures le 19, de tout le jour le 21, et de plusieurs heures le 22.

Andalousie

Le 15, à Séville, les travailleurs du port continuaient à travailler lentement, comme ils étaient en train de faire depuis une semaine. De son côté, à HYTASA continuaient dans ce jour les concentrations et les assemblées à l'intérieur de l'usine, en rapport avec la marche de la convention collective.

Pendant le 15 et le 16, les ouvriers de l'E.M.T. de Huelva sont restés en grève pour protester contre la marche des négociations de la convention collective.

Le 21 la totalité des travailleurs du Port de Séville se sont déclarés en grève, exigeant la dimission des charges syndicales, qu'ils ne considèrent pas représentatives. Cinq voitures de police se sont présentées dans le port, et celle-ci a chargé contre les travailleurs, qui se sont alors enfermés dans la section d'ouvriers du port, où ils ont reçu la visite d'un émissaire de la Délégation de Travail, qui leur a communiqué que "la solution du problème n'était pas de sa compétence". Devant cela, les travailleurs ont célébré une assemblée où ils ont décidé abandonner le local et continuer en grève jusqu'à ce que les deux représentants dont on vient de parler soient dépossédés de leurs charges. Le lendemain, et après que les membres de la Section Sociale du Syndicat de la Marine Marchande à Séville aient été interrogés par la BPS, qui exigeait des responsabilités à cause de la grève commencée la veille, on a communiqué l'ouverture de dossiers disciplinaires contre 5 charges syndicales, et la suspension d'emploi et de solde, et d'autres sanctions, contre plusieurs travailleurs.

Galicie

Le 13, les travailleurs de CITROEN, à Vigo (Pontevedra) ont arrêté pendant trois heures pour exiger des augmentations salariales et la reconnaissance du droit de grève.

Le 14, des arrêts se sont produits à l'entreprise BAZAN de El Ferrol, où les travailleurs ne font pas des heures extraordinaires depuis le 12 pour exiger une convention pour chaque usine, et une augmentation de 3.000 pesetas par mois. Le 25 ils ont fait une manifestation pour présenter un écrit en appui de ces demandes.

Le 24, à l'entreprise ASTILLEROS FREIRE de Vigo, les travailleurs ont arrêté pendant une heure et demi. Ce même jour, les 2.000 ouvriers du personnel de l'entreprise VULCANO de Vigo continuaient depuis le 21 sans faire des heures extraordinaires. Selon des renseignements de dernière heure, la situation est très tendue dans cette entreprise.

A La Corogne, le 22, plus de 2.000 travailleurs des entreprises auxiliaires de l'usine ASTANO, située à El Ferrol, se sont déclarés en grève à la conséquence de la rupture des négociations de la convention collective. Un inspecteur de Travail a ordonné aux ouvriers de rejoindre leurs lieux de travail dans les quinze minutes, d'accord avec la ligne fixée par le Ministère de Travail dans le document publié par cette Agence. Le 25, l'entreprise a envoyé des lettres de renvoi aux 2.300 ouvriers éventuels des dites entreprises auxiliaires, et des forces de la Garde Civile armées avec des mitrailleuses se sont situées aux portes de l'usine, devant quoi les 5.000 travailleurs stables de l'entreprise ont aussi menacé de se déclarer en grève dans le cas où interviendraient les forces de répression.

Autres grèves

A TALLERES DEUSTO de Bilbao (Euzkadi), 49 ouvriers qui restaient en grève ont été renvoyés le 12.

A Saragosse, les travailleurs de la Construction des chantiers de la base militaire américaine ont arrêté pendant plusieurs heures quatre ou cinq jours de suite, à la mi-février, pour appuyer leurs revendications.

A Bilbao, Euzkadi, se sont déclarés en grève le 18, les travailleurs de l'entreprise américaine GENERAL ELECTRICA ESPAÑOLA, de l'usine de Trápaga, pour appuyer leurs revendications à l'égard de la convention collective.

Le 21 se sont unis à la grève les travailleurs de l'usine de Galindo de la même entreprise.

Le 20, il y a eu des arrêts partiels des travailleurs de la raffinerie CEPSA, à Santa Cruz de Tenerife (Iles Canaries) pour appuyer leurs revendications à l'égard de la convention collective. Le 23 ils ont arrêté de nouveau.

Au moment même de fermer cette édition les travailleurs de la fosse POLIO de HUNOSA aux Asturies continuent en grève à cause des 22 sanctions qui se sont produites après l'arrêt du 18.

LA LUTTE DES ETUDIANTS

Le 14, et d'accord avec l'appel lancé par la Réunion Général d'Universités, duquel nous avons rendu compte dans notre dernier numéro, une journée

de lutte étudiante a eu lieu dans toute l'Espagne.

Catalogne.- Le Rectorat de l'Université de Barcelone a fermé les Facultés de Sciences, Philosophie, Economiques, Droit, Médecine et Pharmacie. L'Ecole de Experts Industriels a aussi été fermée par ordre policière. De son côté, les Commissions Ouvrières, la Commission Permanente de l'Assemblée de Catalogne, la Commission de Coordination de Forces Politiques et plusieurs partis politiques se sont adhésés avec des manifestes divers à la grève du 14. La Commission de Coordination de Comités de cours de l'Université et les étudiants d'Enseignement Moyen ont convoqué aussi, pour ce jour, à une manifestation à huit heures du soir à la Place de Catalogne.

La grève a été totale à l'Université, dans l'Enseignement Public Moyen et Privé, et dans une grande partie de l'enseignement primaire, à cause des assemblées réalisées dans plusieurs quartiers pour expliquer la journée, comme conséquence desquelles les parents ont décidé ne pas envoyer leurs fils aux écoles. On peut affirmer que l'arrêt a affecté à presque le 90% des centres d'enseignement de Barcelone. Les ouvriers qui travaillent dans les chantiers de l'Université Autonome de Bellaterra se sont unis à la grève.

A Barcelone se sont manifestés 2.000 étudiants dans la rue Myor de Gracia, et 4.000 dans celle de Balmes. La rue Tuset, et pendant une manifestation, un cocktail Molotov a été lancé, et il y a eu des heurts contre la police, comme conséquence desquels a été incendié une voiture, et d'autres ont été lapidées. A la place de Catalogne, et malgré son occupation militaire de la part de la police, se sont concentrés 15.000 étudiants et ouvriers auxquels se sont unis 500 professeurs et maîtres d'Ecole qui, après la célébration d'une assemblée, avaient accordé de se prononcer contre la Loi d'Education. Il faut remarquer que la Délégation Provinciale du Ministère de l'Education Nationale avait publié une note par laquelle on ordonnait à tous les centres d'enseignement, de l'Etat ou non, qu'on célèbre les cours normalement le 14, et que toute situation anormale soit immédiatement communiqué aux autorités de gouvernement.

La grève s'est étendue aux centres d'Enseignement Moyen et Supérieur de Tarragona, Lérida, Gernona, Seo de Urgel, Figueras, Manresa, Granoller, Borjas Blancas, Vich, Reus, Tortosa, Sebadell, Hospitalet y Badalona. A Tarrasa se sont célébrées des assemblées et des manifestations, en plus de l'arrêt total de 200 centres d'enseignement de la communauté. A Cornellá a eu lieu une manifestation de 1.000 étudiants. Les heurts contre la police ont été particulièrement violents à Tarragona, Lerida, Badalona, Hospitalet de Llcbregat et Seo de Urgel.

Oviedo.- Médecine a été en grève pendant trois semaines, et aussi Philosophie; dans l'Enseignement Moyen il faut remarquer que des forces de la police parallèle ont brulé un Lycée, ce qui a été un prétexte pour arrêter 4 professeurs et 6 étudiants.

Salamanca.- La grève a été appuyée par les professeurs de la Faculté de Droit. Des manifestations se sont produites, et 20 étudiants ont été arrêtés. Les étudiants de Bacalauréat se sont manifestés à la Plaza Mayor, et l'arrêt a été total dans tous les cours de COU.

Valladolid.- On a fait la grève, sauf dans quelques cours de Philosophie et de Médecine.

Bilbao.- Il y a eu grève dans les Facultés de Médecine et de Sciences

Economiques, qui a été fermé par la police.

Madrid.- Comme on disait dans notre dernier numéro, les trois universités de cette ville sont restées fermées, d'accord avec un ordre donné par le Ministère de l'Éducation. Il y a eu grève générale dans toutes les Ecoles Techniques. Vingt lycées d'Enseignement moyen ont arrêté ce jour. Plusieurs d'entre eux ont continué la grève, et le Lycée de Simancas l'a fait jusqu'au 24.

Palma de Majorque.- Quelques centaines d'étudiants de COU et des dernières années du bac se sont manifestés devant la délégation du Ministère de l'Éducation. La police a arrêté 16 jeunes gens.

Almería.- La totalité des élèves de l'École Normale s'est déclarée en grève.

Tenerife.- La grève a été totale dans les diverses Facultés de La Laguna.

Valencia.- L'Université a continué en grève totale, et on a manifesté que 6 des étudiants arrêtés le 11 avaient été mis à la disposition des autorités militaires, accusés d'agression contre la "force publique".

A Puerto de Sagunto ont fait la grève les étudiants du Lycée d'Enseignement Moyen et de l'École de Formation Professionnelle, et aussi la presque totalité des autres centres d'enseignement. Les étudiants se sont concentrés dans leurs centres, et plus tard ont formé une grande manifestation qui a parcouru les rues les plus importantes de la ville. Les heurts contre la "force publique" se sont produits beaucoup de fois, et plusieurs étudiants ont été arrêtés. À midi du 14, et pendant le 15, la ville a été pratiquement prise par la Garde Civile, qui empêchait l'accès au centre. Dans un quartier, un groupe de femmes s'est heurté à la Garde Civile, ~~quixquid~~ et ont racheté un jeune qui avait été arrêté et frappé. On calcule en 1.000 les jeunes des deux sexes qui ont participé dans la manifestations.

Après le 14.-

Le 14, les professeurs non numéraires de la Faculté de Sciences ^{Cataluña.} ont rédigé un écrit pour protester contre la fermeture de cette Faculté.

Aussi, dans cette ville, le 17, l'École d'Ingénieurs Techniques Industriels et l'École de Travail ont été fermées, à cause des incidents et des manifestations enregistrés dans les mêmes.

Le même jour, on a manifesté à Barcelone que, en rapport avec l'arrestation de 10 étudiants, on avait mis une amende de 75.000 pesetas à l'un d'entre eux, et trois de 50.000. Les quatre étudiants amendés sont entrés en prison.

Le 18, on a manifesté à Barcelone que les activités dans la Faculté de Droit restaient suspendues indéfiniment, étant donné qu'aucun professeur de la même voulait occuper la charge de Doyen et Vice-Doyen, étant donné que les titulaires étaient malades. Postérieurement, le 25, le Rectorat a reconnu publiquement, dans un écrit adressé au Président du Collège d'Avocats, que "personne ne voulait être Doyen de la Faculté.

Le 18 aussi, 28 arrêtés pendant la journée de lutte étudiante du 14 ont été mis à la disposition des juges, et 10 d'entre eux sont entrés en prison.

Le 22, à Barcelone, la police a dispersé plus de 200 étudiants qui s'étaient concentrés devant l'École d'Architecture demandant des renseignements sur les problèmes qui leur affectent.

Le 26, les professeurs non numéraires de la Faculté de Sciences de Barcelone ont protesté devant le Doyen de cette Faculté de l'Université Autonome pour l'arrestation de deux étudiants de ce centre. De son côté, les élèves de la spécialité de Mathématiques sont en grève par cette raison.

Madrid

Le 15, la Commission de Coordination de Représentants de la Circonscription Universitaire a fait un appel à la population de Madrid dans lequel on explique le contenu de leur lutte contre la Loi d'Education et on demande de la solidarité.

Le 18 février on a publié un communiqué de la Commission de Coordination des Etudiants des trois Universités, qui avait célébré une réunion avec des représentants de la Commission de Coordination de Collèges Universitaires, et de l'Assemblée de Représentants de l'Enseignement Moyen, communiqué dans lequel on affirme que la lutte des étudiants de Médecine a été la première bataille gagnée contre la Loi d'Education, et on appelle à la lutte générale à partir du 12 mars dans les trois universités de la ville.

Le 19, les étudiants d'Architecture ont publié un communiqué dans lequel ils appellent à leurs camarades universitaires à lutter pour obtenir l'ouverture de ce centre, et ils dénoncent les autorités, qui son servies de cette fermeture de l'École pour procéder à une dépuraton du corps de professeurs.

Le 22, les étudiants de Médecine ont célébré une assemblée à laquelle ont assisté plus de 2.000 élèves, et dans laquelle on a décidé de demander la dimission du Doyen, et occuper la Clinique de la Conception, pour exprimer le besoin qu'ils ont de centres hospitaliers suffisants pour réaliser les cours pratiques. Ils ont aussi rejeté la prétendue représentativité que le Doyen tente d'octroyer à certains élèves. Après la célébration de l'assemblée, quelques élèves se sont manifestés au quartier d'Argüelles, et d'autres ont tenté d'occuper la Clinique de la Conception, ce qui a provoqué un heurt violent contre la police, qui a chargé contre ceux qui étaient arrivés à entrer dans l'intérieur de la Clinique. Un autre groupe s'est manifesté postérieurement dans la rue Cea Bermudez. Une succursale de la Caisse d'Epargne a été attaquée.

Le 24, la Commission de Coordination des Etudiants des trois Universités de Madrid a publié un document dans lequel on convoque à une deuxième Réunion Générale d'Universités pour décider la grève générale de l'Enseignement. Dans le document on dit que le mois de mars doit être le mois de cette grève générale, et aussi le mois dans lequel le mouvement étudiant de Madrid fasse, après trois ans d'occupation policière des centres, la première Assemblée Libre de la Circonscription Universitaire de Madrid.

Le 25, un groupe d'étudiants appartenant à la Fac. de Médecine ont occupé l'Hôpital Provincial Francisco Franco pour éveiller l'attention à l'égard de leur situation.

Ce même jour on a manifesté que les élèves de l'École d'Ingénieurs de Mines appartenant aux cours 1^o, 2^o et 3^o avaient été suspendus de cla-

sses comme sanction pour maintenir depuis un mois l'attitude de ne pas répondre quand on lit la liste dans les classes. Les élèves se sont manifestés devant la direction de l'Ecole pour protester contre cette décision.

Le 26, la Ministère de l'Education a confirmé qu'avait cessé dans sa charge M. D'Ors, Directeur de l'Ecole d'Architecte. Il faut rappeler que, avec d'autres professeurs de cette Ecole, il a été frappé par la police quand il protestait contre la présence de celle-ci dans le centre.

En Provinces

Le 18, à Séville, se sont déclarées en grève la totalité des élèves de Médecine.

Le 23, la totalité des élèves de la Faculté de Philosophie et Lettres de Séville s'est déclaré en grève, pour exiger la mise en liberté de trois camarades arrêtés. Le 25 ils se sont manifestés devant le Rectorat demandant l'intervention du Doyen dans le problème. Celui-ci a déclaré son incompetence.

A Bilbao, les étudiants de l'Ecole d'Ingénieurs continuaient en grève le 24, depuis le 11, où ils avaient commencé. La grève affecte plus de 3.000 et a un caractère indéfini.

Le 25, à Santiago de Compostela continuait la grève à Sciences, Droit, Médecine, Economiques, et Philosophie et Lettres.

Le 26, à Salamanca, on a publié un communiqué du Recteur ordonnant aux étudiants de Médecine et de Philosophie de cesser dans leur attitude de grève, et de se réintégrer aux cours le 29, et que, dans le cas contraire, les activités académiques seraient réduites à la célébration d'examens.

LA LUTTE DES PROFESSIONNELS

Médecine.-

Pendant les jours 7, 8 et 9, à Oviedo, la police a jeté du haut de trois petits avions des tracts dénonçant quatre médecins et l'avocat des infirmières en grève d'appartenir au Parti Communiste de l'Espagne.

Le 14, à Barcelone, le personnel sanitaire de la Résidence Francisco Franco a célébré une assemblée dans laquelle on a décidé de continuer sans faire usage des robes réglementaires, pour protester contre leur situation et en solidarité avec le personnel de l'Hôpital Psychiatrique d'Oviedo.

Le 13, un écrit signé par des centaines de personnes de nombreuses professions a été présenté à la Diputación Provinciale d'Oviedo, demandant la réadmission du personnel qui jusqu'ici accomplissait d'une façon efficace sa tâche dans les Hôpitaux Psychiatrique et Général d'Oviedo. Ce même jour, les médecins de l'Hôpital Psychiatrique de Toon (Orense) ont commencé un arrêt croissant pour appuyer les revendications des Médecins du Psychiatrique d'Oviedo.

Le 16 on a manifesté que l'organe de gestion de la Diputación d'Oviedo avait supprimé le contrat à quelque 40 auxiliaires de l'Hôpital Psychiatrique parce qu'ils ne s'étaient pas présentés au travail, aggravant de cette façon la crise de cet Hôpital.

Le 22 continuait en grève le personnel du Psychiatrique de Toen, et celui de Bermeo à Bilbao. Aussi, il y a eu des arrêts entre les médecins résidents de l'Hôpital Général des Asturies et de l'Hôpital Générale de León.

Le 23, les médecins résidents du Département de Psychiatrie de la Clinique de la Conception de Madrid se sont déclarés en grève, en solidarité avec leurs camarades d'Oviedo.

Economistes.-

Les élections réglementaires de la Junte de Direction du Collège d'Economistes de Madrid ont été suspendues, par ordre du Doyen de ce Collège

Enseignement.-

Des réunions sont en train de se célébrer entre des autorités académiques de l'Université Autonome de Madrid et des représentants du Corps de Professeurs du Lycée d'Enseignement Moyen Ramiro de Maextu. Le but de ces réunions est de fixer, indépendamment de la qualification académique de l'élève, le nombre de ceux-ci qui pourra accéder aux diverses Facultés et Ecoles, afin de quoi on va exiger une qualification déterminée pour garantir le "numerus clausus" d'accès à l'Enseignement Supérieur. On sait que pour l'entrée dans l'Ecole d'Architecture on demande une qualification minimale de 7,5 sur 10. Ces réunions ont un caractère secret.

Le Ministère de l'Education dicte des normes sur les conditions des bâtiments scolaires, de telle façon que seuls les grands centres qui en général appartiennent à des ordres de l'Eglise et qui sont subventionnés par l'Etat resteront en place. Selon le journal "TA", le problème affecte le 80% des centres privés, et le 50% des publics, qui seront obligés de fermer leurs portes parce qu'ils ne réunissent pas les conditions demandées par le Ministère. Il faut remarquer que cette mesure tend aussi à réduire le nombre d'élèves d'Enseignement Moyen, pour réduire en même temps l'accès aux Universités. On sait que même le Syndicat pose la possibilité d'une grève pour protester contre cette décision.

REPRESSION

A Galicie, les Juntas contre la répression de Vigo, Orense, Lugo, Santiago, La Corogne et El Ferrol, ont adressé un écrit singé par des citoyens de tous les secteurs de la société à la Junte de Gouvernement de l'Université de Santiago pour condamner la brutale répression que les étudiants ont souffert. Elles se solidarisent avec eux, et exigent la disparition des sanctions académiques et policières, la retraite de la police des centres d'Enseignement, la démission immédiate du Recteur, et l'ouverture d'une recherche sur les faits pour élucider les responsabilités des auteurs des dommages corporels et matériels faits aux élèves. L'écrit demande enfin la liberté de réunion et d'association des élèves universitaires. Le document a été présenté, personnellement, par une large commission représentative des signants, le vendredi, 25.

Le 17, le roman "La señorita B", dont M. Ramon Nieto est l'auteur, a été enlevé à Madrid par ordre judiciaire.

Le 19 on a manifesté aussi à Madrid qu'on avait enlevé, par ordre du Ministère de l'Information, la revue "Mondos Social", éditée par la Maison d'Ecrivains, de la Compagnie de Jésus; il semble que la cause de cette sanction aient été deux articles, l'un dédié à la possible intégration à l'Europe, et l'autre à des questions universitaires.

Aussi le 19, la revue "Discusión y convivencia", a été enlevée par ordre du Ministère de l'Information. Il semble que la raison de l'enlèvement ait été le "ton général" de la même, et non un article en particulier.

A Madrid a été enlevé le livre d'humour de M. Goicoechea "Humor viene de humo".

Le 19, deux femmes ont été arrêtées dans le Corte Inglés, accusées d'afficher des tracts contre la cherté de la vie. Le 23, deux membres de la police parallèle sont entrés à l'intérieur de la Librairie Antonio Machado de Madrid, et ont peint dans les murs les lettres G.O.R. (Guerrilleros du Christe Roi), devant la présence habituelle de deux membres de la police armée, qui se sont abstenus d'intervenir quand le personnel de la librairie a demandé leur intervention.

Le 26 ont été arrêtés à Barcelone, et accusés de "diffuser des tracts clandestins" Mll. Maria Rosagrau et M. Arcadio Cirera. Les deux ont été mis à la disposition du TOP.

TRIBUNAUX ET PRISONS

Le 12 est entré en prison à Barcelone M. Eliseo Bayo, accusé d'un prétendu délit de propagande illégale. Sa fille Regina a été mise en liberté après avoir payé une amende.

Le 17 s'est célébré devant le TOP le procès contre M. Félix Elósegui, que le 18 septembre 1970 s'est jeté enveloppé en flammes au stade Anceta de San Sébastian, en présence du Général Franco, pour protester contre l'oppression que le peuple basque souffre. Le procureur demandait pour M. Elósegui 11 ans de prison.

Le 17 aussi, le TOP a condamné aux Mll. Santiago Carvallo Quiroga et Antonio Pérez Aldehuela à deux et quatre ans de prison et 10.000 pesetas d'amende respectivement, accusés d'appartenir au Parti Communiste de l'Espagne.

Le 18 on a manifesté à Barcelone que l'écrivain M. Gabriel C. Badel avait été processé, et que son roman "Des amres à Montemolin" avait été saisi.

Le 19 on a annoncé à Madrid que le procès devant le TOP contre M. Rojas Marcos, ex-conseiller de la commune de Séville, qui était fixé pour cette date, avait été ajourné jusqu'au 3 juin.

Le 21 on a manifesté à Bilbao que M. Félix Vergara, curé de la paroisse Acitain à Eibar et M. Javier Zabaleta, directeur de la succursale de la Caisse du Travail de cette ville avaient entré dans la prison provinciale après les interrogatoires qu'ils avaient souffert pendant les derniers jours. Avec eux ont été aussi arrêtés les curés MM. Segurois y Echazrrete, qui avaient été mis en liberté. Les deux premiers sont accusés d'être en rapport avec l'organisation patriotique révolutionnaire ETA.

MANIFESTATIONS

Le 14, à Valence, un groupe de jeunes des deux sexes a cassé les glaces du Barco Popular Español, situé dans l'Avenue de Burjasot, et a lancé une bouteille d'essence, ce qui a provoqué un petit incendie.

Le 15, à Barcelone, un groupe de jeunes s'est manifesté dans les Rambles, se heurtant à la police.

Le 25, à la ville de Urnieta, Guipuzcoa (Euzkadi), le Caisse d'Epargne de

la ville a été prise à l'assaut par un commando armé. On suppose que les assaillants sont des membres de l'ETA, qui emploient cette méthode pour se munir de fonds pour financer leur lutte.

Le 26, à Barcelone, un cocktail Molotov a été lancé contre la succursale de la Caisse d'Epargne de la Place d'Ibiza.

INFORMATION POLITIQUE ET GENERALE

Le 21 s'est célébré à Grenade le Conseil Général d'Avocats, dans lequel on a accordé demander au gouvernement que les sanctions policières soient comprises dans l'indult récent, et rappeler le désir des avocats de supprimer toutes les juridictions spéciales et le TOP. On a accordé aussi insister sur le besoin de la mise en vigueur des décisions du Congrès de Leon.

En rapport avec la Junte Générale du Collège d'Avocats de Madrid qui doit avoir lieu le 29 février, un groupe d'avocats fascistes en étroite rapport avec la BPS et avec les groupes de la police parallèle a adressé aux avocats de la capitale un écrit dans lequel on dénonce 49 avocats et on les accuse d'activités politiques en rapport avec l'exercice de leur profession.

Le 23, la police a empêché la célébration d'une Junte de l'Association de la presse de Madrid, dans laquelle on allait traiter diverses questions d'intérêt pour les journalistes. Entre elles, la situation du journal "Madrid", les problèmes posés par la création récente de la Faculté d'Information, l'arrestation du journaliste M. Angal de la Cruz, qui rédigeait les services d'Information de T.V.E., etc.

Selon une information diffusée par l'agence officielle de nouvelles EFE, il semble qu'il y a des conversations secrètes entre le Gouvernement espagnol et celui des Etats Unis pour traiter d'intégrer l'Espagne dans la NATO.

En rapport avec la nouvelle qu'on diffusait dans notre dernier bulletin sur les desseins de M. Alfonso de Borbon Damplierre de voir son mariage ratifié par les Cortes, on nous renseigne que M. Juan Carlos de Borbon, nommé Prince de l'Espagne, a visité le Général Franco pour lui demander de ne pas permettre cette combine.

Le 25 on a publié une note de la Junte Nationale de la Confrérie de Sous-Lieutenants Provisionnels, organisation qui a éveillé le paroxysme politique de la répression dans tout le pays, à l'égard de ce qu'ils appellent les "groupes subversifs", comme des "gens d'église professionnels".

Après le voyage de M. López Bravo à l'Algérie, M. Valero Bermejo, dirigeant avec M. Piñar de la police parallèle, a accusé le Ministre des Affaires Etrangères de saboter la Ministère de l'Industrie. Selon M. Valero Bermejo, Président du Conseil d'Administration de l'Industrie, selon M. Valero Bermejo, de l'entreprise de l'INI (Institut National de l'Industrie) REPE-tation de combustible du Moyen Orient, a signé un accord d'achat de gaz naturel algérien pour qu'il soit exploité par GAS NATURAL S.A., compagnie présidée par M. Duran Farrel, et dans laquelle M. López Bravo a des investissements. Comme conséquence de cette dénoncé, M. Valero Bermejo a été destitué tout de suite de sa charge, comme M. Garcia Hernández, président de BUTANO S.A., qui avait appuyé M. Bermejo. Les destitutions ont été décidées dans le dernier conseil de Ministres, par le Général Franco lui-

même, qui a coupé ainsi une discussion échauffée entre le Ministre de l'Industrie et celui des Affaires Etrangères. Dans des cercles officiels on calcule que le bénéfice de M. López Bravo, en plus des profits obtenus de l'exploitation du gaz acheté à l'Argénie avec de l'argent du peuple espagnol, monte à 200 millions de pesetas.

A l'occasion du mariage de sa petite fille, le Général Franco s'est adressé personnellement ou par l'intermédiaire de sa Maison Civile, à tous les grands industriels du pays pour qu'ils fassent des cadeaux à sa petite fille, en argent. Aux banques on leur a montré la convenance d'ouvrir un compte au nom de sa petite fille comme cadeau de mariage. Le BANESTO a ouvert une suscription de 3.000.000 de pesetas. L'invitation au mariage exige un cadeau minimum de 100.000 pesetas, et jusqu'ici ont été invités 1.700 personnes.

Le journal monarchique franquiste "ABC" a publié un article de M. Anson dans lequel on affirme que le moment est arrivé d'organiser la droite modérée pour faire face aux extrémismes. Le journal "PUEBLO", organe officiel des Syndicats Verticaux répond par l'intermédiaire de M. Negrin, qui revendique pour un secteur de la Phalange l'organisation de ces groupes. De son côté, le journal "ARRIBA", porte-parole des secteurs fascistes et militaires plus "ultras" cécclare, bref, que l'organisation politique de ces groupes modérés suppose la destruction du régime franquiste, et accuse les deux autres journaux d'apuyer la subversion.

Un autre fait important de la presse légale est l'attitude du Général Iniesta Cano, Directeur Général de la Garde Civile, qui dans un discours prononcé à l'occasion de la prise de possession de sa charge déclarait que l'Armée était obligée de prendre le pouvoir et garantir l'ordre devant toute faiblesse du système. En même temps M. Artajo, ex-ministre franquiste, cécclarait dans une revue militaire que l'Armée n'a pas la fonction de gouverner, mais celle de garantir le gouvernement qui exerce constitutionnellement sa charge.

Enfin, il faut remarquer que tous les journaux en chœur ont commencé la publication d'articles sur Gibraltar, plein de nationalisme ultrafasciste. Des tracts publiés par les Guerrilleros du Christ Roi, police parallèle, sont apparus en même temps, convocant une manifestation le 27 devant le Ministère des Affaires Etrangères. On perçoit clairement le dessein d'éveiller le climat des manifestations devant l'Ambassade Britannique des années 40.

AGENCE DEMOCRATIQUE D'INFORMATION
 Madrid, 28 février 1972.



